

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN****MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 93 — 1832

25 JUIN 1993. — Arrêté royal modifiant et complémentaire de l'arrêté royal du 2 août 1972 approuvant la liste des terrains, bâtiments et leurs dépendances, visée par l'article 19 de la loi du 1er avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1971, portant création d'une Régie des Bâtiments, notamment l'article 19;

Vu l'arrêté royal du 17 juin 1971 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 1er avril 1971, précitée;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1972 approuvant la liste des terrains, bâtiments et leurs dépendances, visée par l'article 19 de la loi du 1er avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments, modifiée et complétée par les arrêtés royaux des 13 septembre 1973, 4 juillet 1990, 28 février 1992 et 9 novembre 1992;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par les lois du 28 juin 1984, 14 juillet 1987 et 18 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 1992 modifiant diverses dispositions légales relatives aux compétences en matière d'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est ajouté à la liste visée à l'article 19 de la loi du 1er avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments, le bâtiment avec ses dépendances, désigné « Centre des Illégaux », situé à Merksplas, steenweg op Wortel-Kapelstraat, section G, nos 407g, 407h, 407k, 406E, tel que cercle de rouge et colorié en vert sur le plan joint en annexe. La gestion de ce bâtiment, appartenant à l'Etat, est confiée, au nom et pour compte de l'Etat, à la Régie des Bâtiments.

Art. 2. Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
G. COËME

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
L. TOBBCACK

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 93 — 1832

25 JUNI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 2 augustus 1972 houdende goedkeuring van de lijst der terreinen, gebouwen en aanhorigheden, als bedoeld in artikel 19 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juni 1971 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van voormelde wet van 1 april 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1972 houdende goedkeuring van de lijst der terreinen, gebouwen en aanhorigheden, als bedoeld in artikel 19 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen, zoals gewijzigd en aangevuld bij de koninklijke besluiten van 13 september 1973, 4 juli 1990, 28 februari 1992 en 9 november 1992;

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd door de wetten van 28 juni 1984, 14 juli 1987 en 18 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1992 tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen betreffende de bevoegdheden inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Wordt toegevoegd aan de lijst bedoeld in artikel 19 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen, het gebouw met aanhorigheden, genaamd « Centrum voor Illegalen », gelegen te Merksplas, steenweg op Wortel-Kapelstraat, sectie G, nrs. 407g, 407h, 407k, 406E, zoals in rood gearceerd en groen gekleurde op hierbij horend plan. Het beheer van dit gebouw, dat aan de Staat toebehoort, wordt in naam en voor rekening van de Staat opgedragen aan de Regie der Gebouwen.

Art. 2. Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

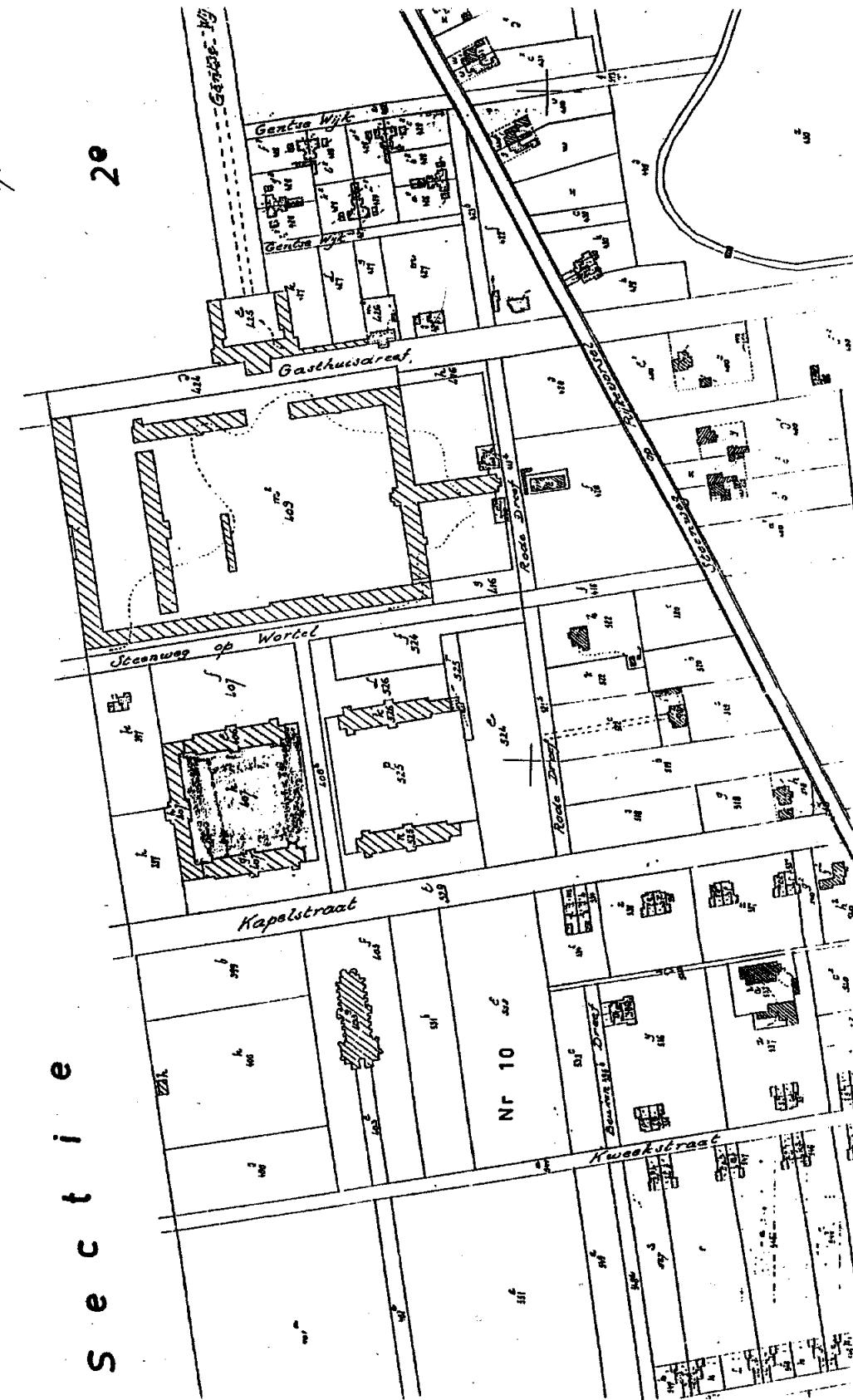
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
G. COËME

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,
L. TOBBCACK

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Sectie e

Sectie G - Seelblad
1/2500



**Chambre Nationale des Huissiers de Justice
de
BELGIQUE**



[F — 0044]

COMMUNICATION IMPORTANTE

Vous êtes maintenant en possession de votre carnet de stage et de pratique.

Aujourd'hui commence pour vous un stage effectif de deux années entières non interrompues.

La chambre nationale des huissiers de justice compte sur vous pour que vous vous prépariez de manière approfondie à votre future profession et que vous vous y consaciez entièrement, tant au point de vue de la législation, de la jurisprudence et de l'éthique de la profession, que du point de vue de la comptabilité et de la gestion d'une étude d'huissier de justice.

Insistez auprès de votre maître de stage afin qu'il apporte les mentions nécessaires dans ce carnet.

Spécialisez vous sous sa surveillance, de telle façon que vous puissiez, à la fin de votre stage, passer l'épreuve d'homologation et que vous soyiez ainsi en mesure d'assumer une suppléance ou d'accepter une nomination.

Vous devrez alors prêter serment de fidélité au Roi et d'obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ainsi que celui de se conformer aux lois et règlements de votre ministère et de remplir vos fonctions avec exactitude et probité.

N'oubliez pas que le sens du devoir et la capacité sont les principales garanties pour le fonctionnement et le maintien de la corporération.

Vous trouverez ci-après les principaux articles de loi relatifs au stage.

La Chambre Nationale

Bruxelles,

Entré(e) en stage en l'Etude de Maître :

CARNET DE STAGE ET DE PRATIQUE

délivré par la Chambre Nationale des Huissiers de Justice de Belgique.

A.M.

né(e) à

le

domicilié(e) à

qui est entré(e) en stage à l'étude de Monsieur

huissier de justice à

le

Signature,

Huissier de Justice à

le

Stage poursuivi en l'Etude de Maître :

Huissier de Justice à

le

Le président,

CONTROLE DE STAGE

DATE	OBSERVATIONS	SIGNATURE DU MAITRE DE STAGE

Stage poursuivi en l'Etude de Maître :

Huissier de Justice à

le

Signature,

Stage terminé en l'Etude de Maître :

Huissier de Justice à

le

Signature,

CONTROLE DE STAGE

CONTROLE DE STAGE

SUPPLEANCE

DU	AU	NOM DE L'HDJ SUPPLÉE	RÉSIDENCE

Résultat de l'épreuve d'honorogatation :

Signature du président du jury et des membres de la section du jury
qui ont procédé à la délibération :
le Président,
les membres,

DISPOSITIONS TRANSITOIRE

Article 510 (nouveau)

Pour pouvoir être nommé huissier de justice, il faut :

- 1^e être âgé de vingt-cinq ans;
- 2^e être porteur d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit;
- 3^e pouvoir présenter un certificat de moralité et de bonne conduite délivré par l'administration communale du lieu du domicile;
- 4^e avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 5^e avoir fait dans une ou plusieurs études d'huissier de justice un stage effectif homologué de deux années entières non interrompu le stage. D'autres circonstances graves qui entraînent une interruption inévitable du stage peuvent également être considérées par le Roi comme ne constituant pas une interruption du stage.

Article 510 (ancien, reste en vigueur jusqu'au 31.12.2000)

Pour pouvoir être nommé huissier de justice, il faut :

1^e être âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2^e être porteur :

- a) du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un des titres assimilés prévus par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949;
 - b) du certificat de candidat huissier de justice;
 - c) d'un certificat de moralité et de bonne conduite délivré par l'administration communale du lieu du domicile;
 - 3^e avoir fait, dans une ou plusieurs études d'huissiers de justice, un stage effectif de deux années entières et non interrompus; le service militaire ne sera cependant pas une cause d'interruption, mais seulement de suspension du stage;
 - 4^e avoir satisfait aux lois sur la milice.
- Les docteurs en droit sont dispensés de produire le certificat ou l'un des titres prévus à l'alinea 1er, 2^e a) et le certificat de candidat-huissier de justice; la durée de leur stage est réduite à un an.

Article 511 (nouveau)

Le Roi fixe les modalités d'organisation du stage, la composition et le fonctionnement du jury appelé à homologuer le stage.

- Le candidat au stage doit faire son stage chez un ou plusieurs huissiers de justice exerçant la profession d'huissier de justice titulaire depuis au moins trois années complètes.
 - Le candidat stagiaire doit être porteur du diplôme de docteur ou de licencié en droit et doit pouvoir produire le certificat prévu à l'article 510, 3^e.
 - Le stage ne peut avoir lieu pendant les études conduisant à l'obtention des diplômes prévus au troisième alinéa et le candidat stagiaire doit d'abord être porteur de l'un de ces diplômes.
- Le jury peut accorder une dérogation si le candidat stagiaire a exercé pendant cinq ans au moins des responsabilités dans une étude d'huissier de justice.

Article 511 (ancien, reste en vigueur jusqu'au 31.12.2000)

Le Roi fixe les modalités d'organisation du stage, les conditions requises pour l'obtention du certificat de candidat-huissier de justice, la composition et le fonctionnement du jury appelé à délivrer ce certificat.

- Le candidat au stage propose à l'assentiment du syndic président du conseil de la chambre d'arrondissement, le choix de l'étude où le stage aura lieu.
- En cas de besoin, le syndic, ou, à son défaut, le procureur du Roi désigne l'étude.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 juin 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHLEET

[F — 9444]

BIJLAGE

Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders
van
BELGIE



BELANGRIJK MEDEDELING

U is nu in het bezit van uw stage- en praktijkboekje.

Voor U begint nu een effectieve stage van twee volle jaren zonder onderbreking.

De Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders rekent erop dat U zich nu werkelijk bezighoudt met een grondige voorbereiding van uw later ambtelijk optreden en dat U hoofdzakelijk aandacht heeft voor de praktijk van het ambt, zowel wat de wegeving, de rechtspraak en de beroepsethiek betreft als de boekhouding en het beheer van een kantoor van een gerechtsdeurwaarder.

Verlang van uw stagemeester dat hij in dit stageboekje de nodige vermeldingen aanbrengt.

Bekwaam U, onder zijn toezicht, op zulke wijze dat U bij het beginnen van uw stage de homologatieproef kunt lukken en zo in staat bent een plaatsvervanging waar te nemen of een benoeming te aanvaarden.

U zult dan immers de eed moeten alleggen van trouw aan de Koning en van gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch volk alsmede van U te schikken naar de wetten en verordeningen van uw ambt en uw functies stipt en nauwgezet uit te oefenen.

Vergeet niet dat plijtsbesef en bekwaamheid de voornaamsle waARBORGEN zijn voor de werking en het behoud van het korps.

Hierna vindt U de belangrijkste wegeving in verband met de stage.

De Nationale Kamer

Brussel,

Stage aangevangen ter studie van Meester :

STAGE- EN PRAKTIJKBOEKJE

aangeleverd door de Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders
van België.

Aan M.

geboren te

op

wantende te

die zijn/haar stage begonnen is bij gerechtsdeurwaarder

te

op

De voorzitter,

gerechtsdeurwaarder te

de

Handtekening

Stage voortgezet ter studie van Meester :

gerechtsdeurwaarder te

de

Handtekening,

STAGE KONTROLE

DATUM	OPMERKINGEN	HANDTEKENING VAN DE STAGEMEESTER

Stage voortgezet ter studie van Meester :

gerechtsdeurwaarder te

de

Handtekening,

Stage beëindigd ter studie van Meester :

gerechtsdeurwaarder te

de

Handtekening,

STAGE KONTROLE

DATUM	OPMERKINGEN	HANDTEKENING VAN DE STAGEMEESTER

STAGE KONTROLE

DATUM	OPMERKINGEN	HANDTEKENING VAN DE STAGEMEESTER

PLAATSVERVANGING

NAAM VAN DE VERVANGEN GERECHTSDEURWAARDER	STANDPLAATS

Uitslag van het homologatie-examen :

Handeelkennis van de voorzitter en van de leden van de afdeling van
de commissie die aan de beraadslaging hebben deelgenomen :
de Voorzitter,
de leden,

